

Le Monde

LE VOTE DES IMMIGRÉS

Nous ne demandons pas l'égalité

par SLAH-EDDINE BARIKI (*)

Faut-il ou non donner le droit de vote aux immigrés ? Un bref moment, le débat s'est ouvert après les déclarations du ministre des relations extérieures, elles-mêmes vite reprises.

Non, estime Slah-Eddine Bariki, qui s'élève au silence des « milieux immigrés » sur le sujet. Non, disent aussi G. Thierry et R. Chabanne, qui craignent que se mêlent à l'élaboration des lois des masses « faciles à manipuler ». Un petit oui, de J.-J. Fol, se référant à l'exemple suédois (on pourra lire dans « le Monde » de l'économie », p. 11, une étude sur les droits des immigrés à l'étranger), et un espoir déçu pour G. Desbois, qui souhaite surtout que soit donnée aux peuples du tiers-monde la possibilité de vivre chez eux.

concernent autant que les Français, et le budget qui est voté par l'Assemblée est financé par nos impôts sur la revente. Sans compter les problèmes du service national que connaissent mes jeunes compatriotes nés depuis 1955 en France et qui font que certains sont obligés de le faire dans les deux pays.

Ne pas augmenter le racisme

En revanche, nous nous contentons d'un droit d'association beaucoup plus souple, de l'ouverture des médias à nos cultures, d'où nos films sont bannis, même dans les émissions « ciné-club », (le 14 juillet on vit un film arabe qui était depuis vingt ans). Les émissions sur FR3, bien que suivies malgré leurs horaires, constituent un véritable ghetto. On se demande si elles sont destinées à renforcer la compréhension entre immigrés et entre immigrés et Français. Je pense qu'elles émettent d'aucun pays du tiers-monde ne passe par les antennes françaises alors que des émissions françaises passent régulièrement sur nos antennes nationales comme « Les Jeunes de l'Orient » ou « Appareilles » en Tunisie.

En fait, ce ne sont pas les immigrés qui nous ont fait le problème de l'immigration, mais les Français qui nous ont fait le problème de l'immigration. C'est à nous de trouver la solution.

Le ministre de l'Intérieur a rappelé également que ces mesures ne remettraient pas en cause l'arrêt de l'immigration décidé en 1974, en raison de la situation économique présente. Ainsi, formellement, le maintien de la fermeture des frontières apparaît comme une décision empreinte de caractère. Il sous-entend tout un dispositif de contrôles policiers qui, même humanisés, demeurent une menace pour la liberté et la sécurité des personnes. Il nous tient éloignés des exigences de la

immigrés, et des simplifications administratives. En fait, ce n'est pas nous qui avons fait le problème de l'immigration, mais les Français qui nous ont fait le problème de l'immigration. C'est à nous de trouver la solution.

Trois opinions de lecteurs

Impensable !

M. R. Chabanne, de Lyon, nous écrit :

À propos du droit de vote des immigrés, vous faites état « du trouble soulevé du gouvernement d'Israël aux élections municipales des droits des étrangers qui participent déjà aux élections professionnelles et professionnelles ». C'est oublier que les « élections élections » que sont les conseils régionaux et les conseils généraux ne sont pas des élections professionnelles et professionnelles. C'est oublier que les « élections élections » que sont les conseils régionaux et les conseils généraux ne sont pas des élections professionnelles et professionnelles.

Quatre cents élus en Suède

M. Jean-Jacques Fol, du Centre interdisciplinaire de recherches sur l'Europe du Nord (Université Paris-VIII), nous indique :

L'investissement remarquable du droit de vote aux étrangers, annoncé par M. Chabanne, ministre des relations extérieures, a été, contrairement à certaines déclarations (voir le Monde du 12 août 1981, page 18), rien de très révolutionnaire. Ce n'est pas un droit de vote, mais un droit de vote aux étrangers. C'est à dire que les étrangers ont le droit de voter aux élections municipales, mais pas aux élections nationales.

Faciles à manipuler

De M. Georges Thierry, de Marseille, nous avons reçu la lettre suivante :

Je suis opposé à ce que des étrangers vivant en France puissent participer à des élections. Vous méprisez les arguments irrationnels ; ce n'est pas mon cas. Pour être électeur, il faut avoir la citoyenneté française. Même si une loi était votée par le Parlement, je ne vois pas comment elle ne serait pas annulée par le Conseil constitutionnel. Par ailleurs, si des immigrés veulent voter, ils peuvent demander la naturalisation française et devenir alors des Français comme les autres.

Le ne vois pas pour quelle raison

Le ne vois pas pour quelle raison la France devrait adopter des règles fondamentalement différentes de celles qui sont appliquées dans le pays. Je n'ai pas entendu dire que les Français vivant en France ont le droit de voter aux élections municipales, mais pas aux élections nationales.

Eligibles ; dans les grandes villes

Je suis opposé à ce que des étrangers vivant en France puissent participer à des élections. Vous méprisez les arguments irrationnels ; ce n'est pas mon cas. Pour être électeur, il faut avoir la citoyenneté française. Même si une loi était votée par le Parlement, je ne vois pas comment elle ne serait pas annulée par le Conseil constitutionnel. Par ailleurs, si des immigrés veulent voter, ils peuvent demander la naturalisation française et devenir alors des Français comme les autres.

Je suis opposé à ce que des étrangers vivant en France puissent participer à des élections. Vous méprisez les arguments irrationnels ; ce n'est pas mon cas. Pour être électeur, il faut avoir la citoyenneté française. Même si une loi était votée par le Parlement, je ne vois pas comment elle ne serait pas annulée par le Conseil constitutionnel. Par ailleurs, si des immigrés veulent voter, ils peuvent demander la naturalisation française et devenir alors des Français comme les autres.

Le ne vois pas pour quelle raison

Le ne vois pas pour quelle raison la France devrait adopter des règles fondamentalement différentes de celles qui sont appliquées dans le pays. Je n'ai pas entendu dire que les Français vivant en France ont le droit de voter aux élections municipales, mais pas aux élections nationales.

Libre choix ou nécessité ?

par GÉRARD DESBOIS (*)

Les premières mesures décidées par le gouvernement constituent un début de réponse à l'attente des immigrés. L'arrêt de celles prises à l'égard des jeunes étrangers « de France », l'annonce d'une concertation pour trouver une solution aux problèmes des immigrés en situation irrégulière correspondent aux revendications manifestées par les organisations syndicales et politiques de gauche, les mouvements de solidarité, les travailleurs immigrés eux-mêmes. Ces mesures paraissent ouvrir la perspective d'accorder le droit de vote aux immigrés pour les élections municipales.

Le ministre de l'Intérieur a rappelé également que ces mesures ne remettraient pas en cause l'arrêt de l'immigration décidé en 1974, en raison de la situation économique présente. Ainsi, formellement, le maintien de la fermeture des frontières apparaît comme une décision empreinte de caractère. Il sous-entend tout un dispositif de contrôles policiers qui, même humanisés, demeurent une menace pour la liberté et la sécurité des personnes. Il nous tient éloignés des exigences de la

solidarité internationale qui doit unir les travailleurs de tous les pays.

Il faut cependant se rappeler que l'immigration de ces dernières décennies n'a pas été un phénomène spontané de « débordement » des pays étrangers qui ont décidé un beau jour de l'expulser, mais qu'elle a été organisée par le patronat avec le soutien du gouvernement. Une fois la pompe éteinte, on a vu les patrons se retourner et dire : « C'est à vous de vous occuper de ces immigrés ». C'est à nous de trouver la solution.

Le ne vois pas pour quelle raison

Le ne vois pas pour quelle raison la France devrait adopter des règles fondamentalement différentes de celles qui sont appliquées dans le pays. Je n'ai pas entendu dire que les Français vivant en France ont le droit de voter aux élections municipales, mais pas aux élections nationales.

Le ne vois pas pour quelle raison

Le ne vois pas pour quelle raison la France devrait adopter des règles fondamentalement différentes de celles qui sont appliquées dans le pays. Je n'ai pas entendu dire que les Français vivant en France ont le droit de voter aux élections municipales, mais pas aux élections nationales.

Le ne vois pas pour quelle raison

Le ne vois pas pour quelle raison la France devrait adopter des règles fondamentalement différentes de celles qui sont appliquées dans le pays. Je n'ai pas entendu dire que les Français vivant en France ont le droit de voter aux élections municipales, mais pas aux élections nationales.

Le ne vois pas pour quelle raison

Le ne vois pas pour quelle raison la France devrait adopter des règles fondamentalement différentes de celles qui sont appliquées dans le pays. Je n'ai pas entendu dire que les Français vivant en France ont le droit de voter aux élections municipales, mais pas aux élections nationales.

Le ne vois pas pour quelle raison

Le ne vois pas pour quelle raison la France devrait adopter des règles fondamentalement différentes de celles qui sont appliquées dans le pays. Je n'ai pas entendu dire que les Français vivant en France ont le droit de voter aux élections municipales, mais pas aux élections nationales.

Le ne vois pas pour quelle raison

Le ne vois pas pour quelle raison la France devrait adopter des règles fondamentalement différentes de celles qui sont appliquées dans le pays. Je n'ai pas entendu dire que les Français vivant en France ont le droit de voter aux élections municipales, mais pas aux élections nationales.

Le ne vois pas pour quelle raison

Le ne vois pas pour quelle raison la France devrait adopter des règles fondamentalement différentes de celles qui sont appliquées dans le pays. Je n'ai pas entendu dire que les Français vivant en France ont le droit de voter aux élections municipales, mais pas aux élections nationales.

Le ne vois pas pour quelle raison

SELON L'HEBDOMADAIRE DER SPIEGEL

Pologne

journalistes. Mais, cette fois, l'association des journalistes de France, sous la présidence d'Edgar Curiat, adopte des résolutions appuyant l'appel de la Fédération des Vainqueurs et une motion lancée par un maître-ouvrier de Culture, Jacques Lecoq, qui réclame rapidement un million de signatures, dont la collecte continue ; de plus, quelques quatuorze journaux, sous la direction de Lecoq, lancent une campagne de désobéissance, malgré la menace d'un encadrement, ont protesté contre l'encadrement des « autres journaux », ont organisé une « désobéissance publique », « les informations tendancieuses », et « la censure ». Les journaux ont aussi présenté leur excuses aux auditeurs, disant qu'ils étaient pas responsables amicalement.

Après répondre aux accusations du gouvernement, les cinq dirigeants de l'Union des journalistes ont adressé un long communiqué de pages exposant, preuves à l'appui, les cas de désobéissance.

Irlande du Nord

LE NOUVEAU DÉPUTÉ RÉPUBLICAIN, M. OWEN CARRON, DEMANDE UNE ENTREVUE A M^{ME} THATCHER

Cette campagne sans précédent après l'échec de la réunion des représentants des syndicats et de la CGT, le 7 avril dernier, se terminait fin août actions 19 et 20 août, M. Valéas avait annoncé que des pourparlers seraient engagés. Ils allaient débuter dans la semaine qui commence. Mais la date n'est pas connue et, de plus, pas plus que celle du prochain congrès national du comité central du Parti ouvrier unifié, qui d'ici avoir lieu « avant la fin du mois ».

Un nouveau détenu républicain de Long Kesh. M. Bernard

de la faire pour remplacer M. Paddy Quinn, qui a interrompu son jeûne après avoir reçu des soins médicaux à partir du 31 juillet, à la demande de sa famille.

MONDE

d'Etat du 30 juillet, a-t-on appris samedi 22 août à Banjul. Cette aide préfigure l'intégration des services de sécurité et des forces armées

annoncée par le chef de l'Etat
gambien, qui vient de proposer
en outre la création d'un

Mexique

M. Luis Leon avait crée, en 1929, le parti national révolutionnaire de son pays.

(P.R.I.). Il était âgé de quatre-vingt-onze ans. Le P.N.R. s'était donné pour objectif de mettre fin aux dissensions entre les « caudillos » issus de la révolution mexicaine de 1910-1917. Secrétaire d'Etat à

également été député, sénateur et gouverneur de son

Nigeria

— La France et le Nigeria sont d'accord sur la nécessité d'envisager une force panafricaine.

accords de Lagos et à la résolution adoptée par l'Organisation de l'unité africaine à Nairobi en juillet. C'est ce qui ressort de la visite de quarante-huit heures que M. J.-P. Cot, ministre délégué à la coopé-

(le Monde daté 23-24 août).
(A.F.P.)

Une directive déguisée

commentaires bloqués, des interviews manipulées, qui démontrent clairement que l'objectif est de pouvoir accuser Solidarité d'avoir rompu, le 7 août, les pourparlers avec le gouvernement.

quant le gouvernement en avan-
çant des assertions non prouvées

comment Solidarité pourrait sentir satisfaction. L'appel de Walesa et la polémique en cours au sein du monde journalistique promettent, à tout le moins, de nombreux remous.

Cette directive déguisée suscita le processus habituel. D'abord

Prin-Ouest. — Un avion de type tonov 24, transportant trente-neuf passagers et quatre membres d'équipage, a été détourné sur Prin-Ouest samedi 22 août, à l'occasion d'un vol intérieur Bucarest-Varsovie, par un Polono-

infir, l'un des quarante-neuf signataires, M. Zdzisław Rys de

de l'air a été placé sous mandat d'arrêt; il risque de un an de prison. Deux passagers ont profité de l'incident pour demander l'asile politique. Les cinq autres détournement vers la Pologne sur Berlin.

e

en Francia o

la résurgence de la confrontation entre les blocs dans cette région du monde ». Mais il n'a pas cité nommément le Pakistan, voisin de l'Inde, dont le désir de s'équiper en armements modernes

le premier ministre. Mme Indira Gandhi. Cette dernière se

opération dans le domaine nucléaire. M. Cheysson est cependant accompagné d'un membre du cabinet du ministre de la Défense, M. Emile Blanc; de source française, on affirme que les problèmes de financement de

rencontre pendant plus de trois heures son homologue indien.

nucéaire, on précise de source française qu'il s'agit d'un domaine où la coopération bilatérale pourrait être développée.

nouveau rôle pour réduire la tension internationale. Selon

...est arrivée dimanche 13 août à New-Delhi, venant de l'Allemagne et du Bangladesh. Elle se rendra ensuite à Sri-Lanka et au Pakistan. La fourniture d'armes sophistiquées au Pakistan et au Bangladesh de la route d'Inde.

des adversaires plus puissants ; il avait donné en exemple « la mili-

pep. molens. — (A.F.F.)

•

Le Monde

politique

M. Mauroy va entreprendre un tour de France

(Suite de la première page.)

Pendant ce temps, le Sénat sera, en première lecture, d'un projet de loi relatif aux dépôts de billes, ou l'acte de détermination, présenté par le ministre de la Solidarité nationale, M. Michel Questiaux, d'un texte sur l'exploitation de la forêt domaniale et d'un projet de loi tendant à abroger la loi Bonnet sur les travailleurs immigrés.

La session ordinaire, en octobre, débutera au Palais-Bourbon, par le débat prévu sur la politique énergétique. L'Assemblée nationale examinera ensuite, successivement, les textes sur les nationalisations — du 8 au 24 octobre environ — le projet de loi relatif à la décentralisation, le plan intérimaire de deux ans élaboré actuellement par le ministre du Plan et de l'aménagement du territoire, M. Michel Rocard, les projets de gouvernement relatifs à la durée du travail et à l'âge de la retraite. Au palais du Luxembourg, les sénateurs débattront alors du projet de loi sur la décentralisation puis, à partir de la fin novembre, des textes sur les nationalisations.

Si le calendrier gouvernemental est respecté, les socialistes auront mené à bien plusieurs réformes très importantes avant la fin de l'année.

ÉLECTION CANTONALE
LOT-ET-GARONNE - Canton d'Agon-Centre (1^{er} tour).

Inscr. 10 601; vot. 3 412; suff. expr. 3 363. M. Paul Chénier, dir. dr. 1 943 voix; Xavier Ferry, P.S., 50; Odon Gervais, P.C., 506. Il y a eu ballottage.

Il s'agit de pouvoir au remplacement de Pierre Buisson (rép. mod.), maire d'Agon, décédé récemment. Considéré depuis 1978, Pierre Buisson avait été réélu au premier tour des élections cantonales de mars 1978 avec 2 000 voix (soit 57,8 % des suffrages exprimés) contre 1 208 (soit 34,8 %) à M. Gervais, P.C., et 1 121 (soit 33,4 %) à M. Francis Garville, P.S.

Pour ce projet, une loi Chénier, bien qu'il ait recueilli 54,8 % des suffrages exprimés, n'a pu être décernée du nombre de ses voix étant inférieur au quart de celui des inscrits. Le candidat socialiste devança le représentant du P.C. qui perdit, par rapport à 1978, 438 points de pourcentage.

En outre, le président de la République et le premier ministre engageront une campagne d'explication sur leurs orientations et leurs objectifs en prenant en compte les conclusions de la « commission du bilan », dont le rapport doit être remis au prochain trimestre vers le 15 septembre. Avant le choix entre une intervention télévisée et l'organisation d'une grande conférence de presse, le chef de l'État a opté, semble-t-il, pour cette dernière formule.

Le chef du gouvernement, pour sa part, interviendra à trois niveaux : et prononcera un discours de portée générale devant l'Assemblée nationale, en utilisant les médias (rendre-voix est pris avec Antenne 2 pour un débat solitaire à la mi-septembre) et, en faisant, à l'autonomie, plusieurs déplacements officiels en province. Au cours de ce tour de France, M. Mauroy cherchera, tout à la fois, à s'informer directement des problèmes locaux, à dialoguer avec les organisations professionnelles et les organisations professionnelles et à convaincre le patronat, auquel le gouvernement demande de contribuer à l'amélioration de la situation de l'emploi, que la « nouvelle citoyenneté » économique des salariés n'est pas incompatible avec la liberté et la prospérité de l'entreprise.

Les sentiments d'inquiétude et de déception, qui ont été provoqués par la persistance de l'inflation provoquent dans une partie de l'opinion publique — ainsi qu'en témoignent les sondages — une certaine méfiance à l'égard de l'État. M. Mauroy, pas plus que le candidat malgré de certains des communistes élus sur le bilan des cent premiers jours du nouveau régime. Dans l'entourage du premier ministre, on évoque au discours que M. Mauroy avait prononcé au congrès de Metz du P.S. en 1979 : « Nous ne voulons pas être la crise comme la droite (...). Nous voulons vaincre la crise, c'est-à-dire engager le processus de rupture avec le capitalisme dont elle (la droite) est la forte expression et l'arme (...). Cette rupture avec le capitalisme, rupture économique, rupture politique, rupture sociale, rupture culturelle, chacun sait qu'il y a eu des idées qui pensent sérieusement que dans un processus nécessairement démocratique avec les ouvriers et les jeunes qui résulteraient d'un rapport de forces nécessairement nouveau, nous changerions en

cent jours les comportements sociaux, les attitudes mentales, les méthodes d'éducation, les différences socio-culturelles, les idéologies et la culture produites par ces années de capitalisme ? »

La « contribution » soumise aux militants du P.S. avant le prochain congrès de Valençay, par les amis du premier ministre (Action socialiste, courant B) qui doivent se réunir les 28 et 30 août à Paris — fait écho à ce discours de Metz : « On ne modifie pas en profondeur les structures d'une société sans qu'elle ne soit profondément bouleversée (...). Il y a, il y aura, bien sûr, la résistance des privilégiés qui, pied à pied, défendent leurs avantages. Il y a, il y aura, bien sûr, la résistance des groupes et de catégories sociales qui sont portées à craindre de la gestion d'un gouvernement socialiste mais qui se laissent impressionner, sont manipulés, par la pression idéologique de nos adversaires. Pour surmonter cette situation, une intense activité militante des socialistes demeure plus que jamais nécessaire ».

C'est à cette activité militante que M. Mauroy entend prendre part en s'efforçant de faire admettre, bon gré mal gré, à tous les partenaires du gouvernement que la « nouvelle citoyenneté » définie le 8 juillet devant le Parlement implique désormais, dans le domaine économique, une « nouvelle logique », qui se caractérise notamment par le refus du chômage et de la conception capitaliste du profit.

ALAIN ROLLAT.

RÉUNIS A CORTE

Les socialistes corses manifestent leur inquiétude devant une mise en application précipitée du statut particulier

Bastia. — La fédération de Haute-Corse du parti socialiste a organisé, le samedi 22 et dimanche 23 août, à Corte, des rencontres socialistes auxquelles ont été conviés les représentants des partis politiques, des syndicats, ainsi que les responsables d'associations culturelles ou de développement. Une centaine de participants ont assisté à ces journées consacrées à la politique économique et culturelle à mettre en œuvre avec l'adoption du statut particulier.

Abordant samedi le problème de l'université de Corse, plusieurs intervenants ont souligné la nécessité d'assurer comme prévu la première rentrée universitaire malgré l'absence d'un certain nombre d'équipements et de postes qui restent à pourvoir. Il s'agit, selon M. Jacques-Antoine Martini, responsable du P.S. en Corse du Sud, de « crédibiliser l'université de Corte » et de la faire rentrer dans le droit commun par l'application de la loi de 1980.

La journée de dimanche a été plus directement consacrée à l'enjeu politique que constitue la mise en place du statut particulier. On a vu, selon l'avis de plusieurs participants, ne manquer que de risques l'arrivée d'André

La démarche du P.S. local se situe en marge des consultations engagées par M. Bastien Laccia, chargé des affaires corses par le gouvernement. Il s'agit, pour les fédérations de l'île, d'un pas supplémentaire comme un « parti de godolito », au moment même où, selon l'expression d'un participant, « toutes les forces politiques insulaires surgissent dans le débat sur le statut particulier ».

De notre correspondant

Sanguinetti a demandé que la révision des listes électorales soit particulièrement approfondie en soulignant le fait que la commission informatique et libertés interdit la confrontation des différents fichiers (en l'occurrence des fichiers électoraux et de l'état civil), ce qui devrait permettre de détecter une « série d'irrégularités », notamment les fausses inscriptions, celles-ci constituant l'expression démocratique dans l'île.

D'autre part, l'arrêté Sanguinetti a mis en garde ses amis politiques, estimant qu'il fallait « casser le système des clans » sinon le P.S. risquait de se désintégrer. Pour M. Dominique Taddéi, « le seul préalable est celui de la

démocratie ». Aussi, a continué le député du Var, « en l'absence d'un statut particulier des élections, on modifierait pour la Corse la loi électorale ». Le responsable socialiste a noté que le rapport de l'élection du conseil régional, qui avait été fixé au début de l'été 1980 par M. Gaston Defferre, ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation, lors de sa démission (le Monde du 8 août 1981). « Nous préférons un scrutin honnête trois mois plus tard à un scrutin truqué trois mois plus tôt », a fait valoir M. Dominique Taddéi, s'engageant à peser dans ce sens au sein de son parti pour que l'élection du conseil régional de la Corse se fasse à partir de listes électorales convenablement révisées.

La crainte des clans

La crainte de voir « les clans » récupérer à leur profit l'outil du statut particulier qu'ils n'ont cessé de combattre, comme il était prévu initialement, est l'élément essentiel des débats du dimanche après-midi. Pour réduire ce risque, plusieurs options ont été définies par les participants à ces rencontres et consacrées dans une résolution de l'assemblée électorale de l'assemblée régionale au scrutin de liste régionale à la proportionnelle selon le système du plus fort reste (M. Gaston Defferre avait repris à l'Assemblée les dispositions prévues par la proposition de loi de juin 1977, qui prévoyait le scrutin de liste départementale avec répartition dans le cadre de l'arrondissement des sièges non pourvus suivant le même système dit du plus fort reste), de

semblés régionaux comprenant « plus de cinquante membres (et non quarante-neuf comme il était prévu initialement) : enfin suppression des deux départements de la région de la Corse, dont les compétences seraient transférées à la région de la Corse (la régionalisation) ».

Cette dernière mesure est mise en avant par les socialistes corses, qui craignent que les nouvelles dispositions de la loi sur la décentralisation concernant les départements n'accroissent les derniers tour de pouvoirs par rapport à ceux des élus du conseil régional, où de vote du statut particulier.

DOMINIQUE ANTONI.

SI VOUS AVEZ UN PROBLÈME

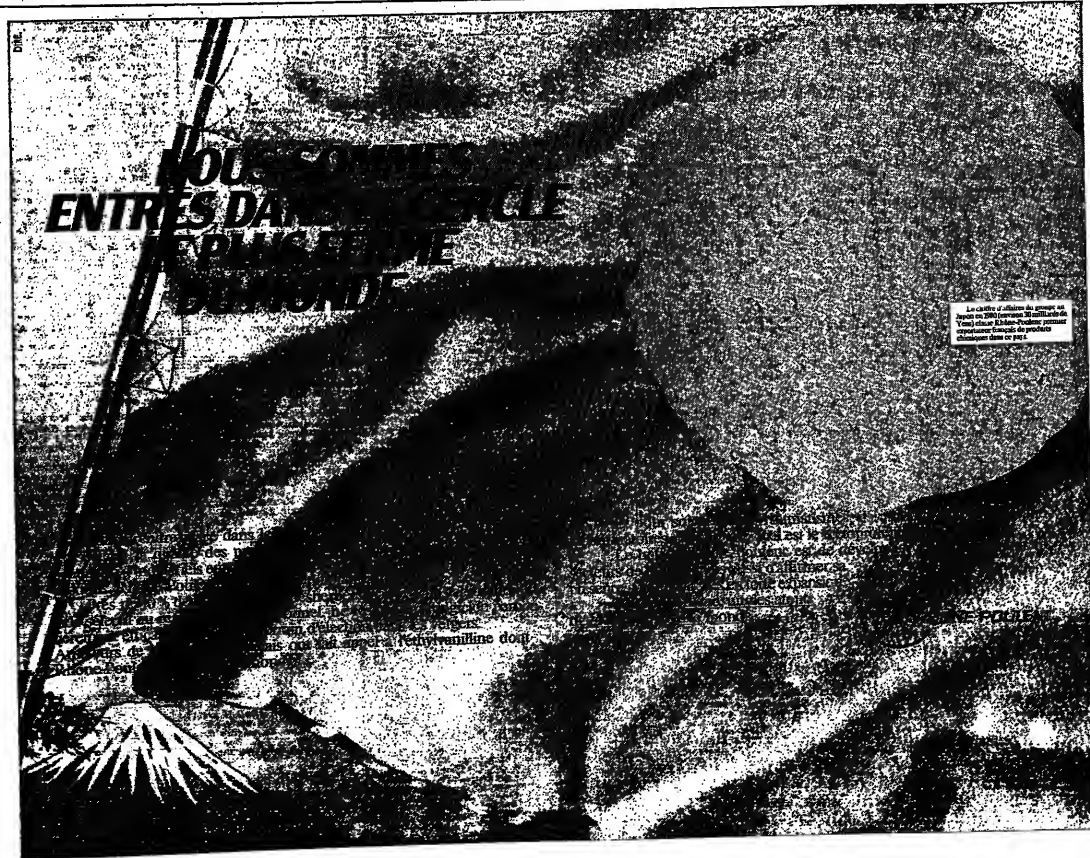
< CHEVEUX >

Problèmes, décolorations, cheveux gris, sans ammoniaque, etc., n'attendent pas qu'il soit trop tard pour bien les soigner.

L'INSTITUT CAPILLAIRE EUROCAP
spécialiste des soins du cheveu
— 18 ans d'expérience —
vous offre un examen-conseil de votre cheveu.

France villes représentées :

EUROCAP : 4, rue de Castiglione, 75001 PARIS, tél. 260-38-84
BOURBONNE - LILLE - LORRAINE - LYON - MULHOUSE
NANCY - NANTES - REIMS - RENNES - ROUEN - TOULON
TOULOUSE



NOUS
ENTRÉS DANS
LE MONDE

Le cadre d'œuvre du projet de loi relatif à la décentralisation des compétences dans ce pays.

حكايا من الاديان

PHARMACIE
MEDECINE
CHIMIE

Le conseil municipal de Mertzwiller donne sa démission à la suite d'un conflit avec les nomades de sa commune

Le maire et les conseillers municipaux de Mertwiller, une bourgade de trois mille trois cents habitants située à une quarantaine de kilomètres au nord-est de Strasbourg, ont décidé dimanche soir leur démission. Cette décision a été prise à la suite de la seconde réunion extraordinaire du conseil municipal en deux semaines. Une résolution qui intervient après l'extension sur le terrain communal de campements de triganes installés à la suite de Mertwiller. Le maire avait en fait annoncé son intention de démissionner si les quatre classes sociales, sorte d'intermédiaire entre le capitalisme et le prolétariat, arrivées dans sa municipalité

On lit notamment dans cet appel : « Une véritable politique de gauche, qui réponde aux aspirations profondes des peuples, se doit de prendre des positions claires contre la stratégie des blocs et des alliances militaires et contre l'hubris américain, l'arrêt de la course à l'armement aux Etats-Unis. » L'avis est conduit : « La résistance du Larzac a permis d'arrêter l'extension d'un camp militaire. La résistance solidaire des peuples d'Europe doit permettre de stopper l'extension du péril nucléaire. »

un peu sous silence l'impérialisme
des Soviétiques à l'égard du

ti-nucléaires, ou de résistance à la réaction, le terre » créée il y a des années sur des installations sur les fait est qu'on et-chose depuis reconnaît cette l'oupe antimilita-

Salvador, les Iraniens marxiste

[illegible]

For the English

De notre envoyé spécial

L'expansion démographique, la crise économique, les incidents liés au surpeuplement dans la région ont conduit inéluctablement à la mise en œuvre de programmes d'habitat, dans le cadre d'un développement social et culturel.

Avec l'aide de l'Appona, l'Association pour la promotion des populations nomades en Alsace créée en 1974 et financée par le conseil général du Bas-Rhin, les saïganes de Mertzwiller observent l'installation de "Villages Nomades", plusieurs points de départ de leur itinéraire de vie.

Leur itinéraire de vie se déroule sur un territoire de 100 hectares, dans leur campement. Mais l'extrême insalubrité et la précarité de leurs logements poussent l'Appona à proposer de faire venir quatre

Le maire, de Merivilleville, a déclaré, après avoir lu les conclusions du rapport, que les familles des classes-wagons qui ne disposent pas de locaux pour installer des habitations. Cette décision en faveur des classes-wagons ne pourra se réaliser avant le mois de septembre. L'appareil et les ténaces, nécessaires pour le tirage qui leur est demandé, sont en cours de fabrication. Les classes-wagons, adressant, devant le silence de la mairie, à la sous-préfecture qui leur donne un accord verbal le 12 septembre, ont pris l'initiative de faire fabriquer des machines à vapeur et des pompes à incendie. Les classes-wagons sont montés. Coup de théâtre alors. M. Kiala annonce que le conseil municipal a décidé de ne pas accepter la demande d'autorisation.

M. Caillé, sous-préfet de Wissembourg, qui remplace son collègue, d'Haeghemont en congé, décide de prendre l'affaire en main et convoque pour le lendemain 10 août une réunion au cours de laquelle il sollicite l'avis des maires du canton. Il reçoit, en outre, des renseignements sur les personnes accréditées à la demande de M. Halber. Il semble bien qu'après avoir de cette rencontre le sous-préfet ait proposé un plan d'investigation proche de celui de l'abbé : l'échange d'une partie de terrain mitoyen adossée à la commune de Wissembourg, et l'achat de la partie qui appartient à la commune, que ceux-ci occupent actuellement et le rélogement dans cet édifice des membres de la communauté qui le désirent. Ce plan se serait heurté à un refus catégorique des élus locaux.

M. Halter s'explique sur le refus de cette solution. L'immense majorité des femmes ont quitté les villes. Elles ont abandonné leurs institutions et sont allées dans les campagnes. Elles ont abandonné leurs études et leurs professions. Elles ont abandonné leurs habitudes et leurs manières. Elles ont abandonné leurs idées et leurs sentiments. Elles ont abandonné tout ce qui leur était cher. Elles ont abandonné leur vieillesse et leur jeunesse. Elles ont abandonné leur famille et leur patrie. Elles ont abandonné tout ce qui leur était cher. Elles ont abandonné leur vieillesse et leur jeunesse. Elles ont abandonné leur famille et leur patrie. Elles ont abandonné tout ce qui leur était cher.

L'Appona s'oppose à cette attitude, en arguant que le fait que seulement un tiers des habitants sont prêts à quitter leur camp et que, d'autre part, les gens tentant de fuir sont souvent des enfants, des femmes et des personnes âgées, ne signifie pas que les habitants de la ville ne soient pas prêts à quitter la ville. L'association précise que l'attitude de Mertzwiller est à l'image des problèmes que rencontrent les quelque vingt camps qui existent dans la région. Elle se refuse à rejoindre ce sens in parvenu du monde, quand celui-ci résumait le caractère des habitants par ces mots : « On ne peut pas leur faire croire l'Ordre, rapatrier, les faire fuir, les éliminer, les laisser admettre que des gens puissent vivre sans travailler ».

Malgré les récents événements, les habitants de la région ont gardé leur confiance en la justice. Ils ont même été surpris de constater que les autorités locales ont pu résoudre rapidement les problèmes de justice. Les habitants ont été satisfaits de la rapidité de la justice et de la qualité des décisions. Ils ont également apprécié la transparence des procédures et la prise en compte de leurs intérêts. Les habitants ont également été satisfaits de la qualité des services rendus par les autorités locales. Ils ont également apprécié la qualité des infrastructures et des services publics. Les habitants ont également été satisfaits de la qualité de l'éducation et de la santé. Ils ont également apprécié la qualité de l'emploi et de la sécurité. Les habitants ont également été satisfaits de la qualité de l'environnement et de la culture. Ils ont également apprécié la qualité de la vie en général. Les habitants ont également été satisfaits de la qualité de la justice et de la qualité des décisions. Ils ont également apprécié la transparence des procédures et la prise en compte de leurs intérêts. Les habitants ont également été satisfaits de la qualité des services rendus par les autorités locales. Ils ont également apprécié la qualité des infrastructures et des services publics. Les habitants ont également été satisfaits de la qualité de l'éducation et de la santé. Ils ont également apprécié la qualité de l'emploi et de la sécurité. Les habitants ont également été satisfaits de la qualité de l'environnement et de la culture. Ils ont également apprécié la qualité de la vie en général.

CATASTROPHES

JUSTICE

L'enquête sur la tuerie d'Auriol

Liassens-Châtel de la Garonne, le 21 août 1942. Monsieur le directeur de l'École d'adultes d'Auriol, dont j'ai eu l'honneur d'être l'élève pendant les deux dernières années de mon séjour à Auriol, m'a adressé, le 19 juillet, à la fois un programme, à l'usage des élèves, et un prospectus, à l'usage des parents. J'ai lu avec intérêt ces deux documents et j'ai été frappé par la clarté et la précision de l'exposé. J'ai donc écrit, en réponse, quelques lignes, que j'espère vous parviendront. Elles ont été dictées par un enfant âgé de dix ans.

[illegible]

Faits et jugements

Le directeur de

[illegible]

de faux, et M. Pierre Seymour, comptable de la SODEG, inculpé de complicité d'escroquerie. M. Comia avait été placé sous mandat de dépôt.

● Tentative de suicide avec complicité. — Joël Météorolo, 26 ans, détenu soupçonné d'être l'auteur d'un attentat contre le général de Gaulle, a été condamné par la Cour d'assises de la Seine à la prison à perpétuité. Il est le fils d'un officier des Brigades rouges et d'une femme d'origine grecque. Il a été condamné à la mort, dimanche 22 août, par la Cour d'assises de la Seine, à la suite de sa condamnation à la prison de Vannes (Mayenne) le 14 août 1970, pour avoir participé à l'attentat contre le général de Gaulle, le 30 août 1962, à Paris. Il avait été condamné à la prison à perpétuité, le 14 août 1970, pour avoir participé à l'attentat contre le général de Gaulle, le 30 août 1962, à Paris. Il avait été condamné à la prison à perpétuité, le 14 août 1970, pour avoir participé à l'attentat contre le général de Gaulle, le 30 août 1962, à Paris.

CATASTROPHES

● Le typhon Thad a balayé le centre du Japon dans la journée du 22 août. Plusieurs dizaines de personnes ont été tuées ou sont blessées. Des routes, des ponts, des villages ont été détruits. Les sans-abri se comptent par milliers. Le typhon a gravement perturbé le trafic ferroviaire et aérien. (A. B. - Reuters.)

Saisie record
au large d'OuessantPRÈS DE 1 800 KILOS
DE DROGUE
A BORD D'UN YACHT

Vendredi 21 août, 1 750 kilos de drogue ont été saisis par les douanes françaises à bord d'un yacht britannique, le *Conquest II*, au large de l'île d'Ouessant. Les douanes du service aéroportuaire de Nantes, qui effectuaient une visite de routine, ont repéré le bateau qui semblait avoir perdu le cap. C'est au cours d'une visite de routine qu'il a été découvert à bord, où se trouvaient deux Allemands, 200 kilos de cocaïne et 4 kilos d'héroïne de cocaïne. Le *Conquest II* était alors dirigé vers le port de Brest où, après une fouille méticuleuse, les douaniers ont retiré des trois « planques » 1 750 kilos de drogue. Selon la direction du service opérationnel des douanes de Nantes, la saisie du 21 août est la plus importante réalisée en France.

Selon les avoir des douanes, deux hommes de quinquante ans, dont l'un est déjà connu des services de la police — et qui ont été confisqués après enquête douanière au service régional de la police judiciaire, le canotier qui provenait du Maroc avait été transporté en Méditerranée et devait être acheminé vers un port d'Europe du Nord. Cette affaire : la drogue produite au Maroc est transportée sur yacht britannique, et convoyée par deux ressortissants allemands vers l'Europe du Nord, indique un dossier d'un important trafic dont la route passe par une voie de navigation très fréquentée en large des côtes bretonnes. L'importation, quant à elle, de drogue de même origine ont débouché sur des plaques de Vendée en 1980. La saisie du *Conquest II* est estimée à environ 35 millions de francs.

MÉDECINE

Des chercheurs britanniques reconstituent l'A.D.N. qui dirige la production d'un interféron humain

Une équipe de chercheurs britanniques a réussi à reconstituer le matériel génétique d'un gène humain. Ce fragment d'acide désoxyribonucléique (A.D.N.) est la copie exacte de la zone du patrimoine génétique qui dirige

la production d'un type d'interféron (2). C'est aussi le plus long gène fabriqué. La procédure mise au point par les biochimistes britanniques permettra d'obtenir en laboratoire des gènes naturels. Ils constitueront, dès lors, un matériel utile pour les spécialistes de

la production d'un type d'interféron (2). C'est aussi le plus long gène fabriqué. La procédure mise au point par les biochimistes britanniques permettra d'obtenir en laboratoire des gènes naturels. Ils constitueront, dès lors, un matériel utile pour les spécialistes de

la production d'un type d'interféron (2). C'est aussi le plus long gène fabriqué. La procédure mise au point par les biochimistes britanniques permettra d'obtenir en laboratoire des gènes naturels. Ils constitueront, dès lors, un matériel utile pour les spécialistes de

la production d'un type d'interféron (2). C'est aussi le plus long gène fabriqué. La procédure mise au point par les biochimistes britanniques permettra d'obtenir en laboratoire des gènes naturels. Ils constitueront, dès lors, un matériel utile pour les spécialistes de

la production d'un type d'interféron (2). C'est aussi le plus long gène fabriqué. La procédure mise au point par les biochimistes britanniques permettra d'obtenir en laboratoire des gènes naturels. Ils constitueront, dès lors, un matériel utile pour les spécialistes de

la production d'un type d'interféron (2). C'est aussi le plus long gène fabriqué. La procédure mise au point par les biochimistes britanniques permettra d'obtenir en laboratoire des gènes naturels. Ils constitueront, dès lors, un matériel utile pour les spécialistes de

la production d'un type d'interféron (2). C'est aussi le plus long gène fabriqué. La procédure mise au point par les biochimistes britanniques permettra d'obtenir en laboratoire des gènes naturels. Ils constitueront, dès lors, un matériel utile pour les spécialistes de

la production d'un type d'interféron (2). C'est aussi le plus long gène fabriqué. La procédure mise au point par les biochimistes britanniques permettra d'obtenir en laboratoire des gènes naturels. Ils constitueront, dès lors, un matériel utile pour les spécialistes de

la production d'un type d'interféron (2). C'est aussi le plus long gène fabriqué. La procédure mise au point par les biochimistes britanniques permettra d'obtenir en laboratoire des gènes naturels. Ils constitueront, dès lors, un matériel utile pour les spécialistes de

la production d'un type d'interféron (2). C'est aussi le plus long gène fabriqué. La procédure mise au point par les biochimistes britanniques permettra d'obtenir en laboratoire des gènes naturels. Ils constitueront, dès lors, un matériel utile pour les spécialistes de

la production d'un type d'interféron (2). C'est aussi le plus long gène fabriqué. La procédure mise au point par les biochimistes britanniques permettra d'obtenir en laboratoire des gènes naturels. Ils constitueront, dès lors, un matériel utile pour les spécialistes de

la production d'un type d'interféron (2). C'est aussi le plus long gène fabriqué. La procédure mise au point par les biochimistes britanniques permettra d'obtenir en laboratoire des gènes naturels. Ils constitueront, dès lors, un matériel utile pour les spécialistes de

la production d'un type d'interféron (2). C'est aussi le plus long gène fabriqué. La procédure mise au point par les biochimistes britanniques permettra d'obtenir en laboratoire des gènes naturels. Ils constitueront, dès lors, un matériel utile pour les spécialistes de

DÉFENSE

CHEVEUX LONGS
ET BRACELETS RITUELS
INTERDITS
DANS L'ARMÉE AMÉRICAINE

Washington (A.F.P., A.P.). — Le port de la barbe, des cheveux longs, du turban ou du bracelet rituel est désormais interdit dans l'armée américaine. Une tolérance qui existait depuis vingt-cinq ans pour des raisons religieuses a, en effet, été supprimée au sein de son « impact sur la sécurité, la santé et le sérieux du soldat », selon un communiqué du Pentagone.

« Le port de la barbe, des cheveux longs, des turbans et des bracelets religieux est contraire aux exigences opérationnelles et aux exigences de sécurité de l'armée », a-t-il précisé dans le communiqué. Cette interdiction vise notamment les soldats appartenant à des minorités religieuses.

Le Pentagone a accordé ou décliné une subvention de 400 millions de francs C.F.A. (soit 4 millions de francs français), destinée à construire une école professionnelle à Thies, à 70 kilomètres de Dakar. En juin dernier, la France avait déjà attribué 10 millions de francs C.F.A. (soit 100 millions de francs français) pour la formation de pilotes militaires.

Près de huit mille hommes de l'armée française ont été affectés à la base française stationnée en République fédérale d'Allemagne pendant le mois de septembre. Ces hommes, dont le tour de code est « Boudin », seront renvoyés avec la participation financière de l'État allemand.

ITINÉRAIRES

A la recherche des temps perdus

I. — Dès qu'apparaissent les premiers vestiges

Une dame sculpturale, vêtue d'une robe à l'antique, se tient devant le grand vide qui lui convient le plus. A ses pieds, un personnage barbu, émergeant d'une tranchée, habillé d'une veste noire, d'un pantalon et d'un chapeau (une cravate), la regarde fixement. Un buste nu d'une femme nue, une statue féminine, vêtue d'une robe à l'antique, se tient devant le grand vide qui lui convient le plus. A ses pieds, un personnage barbu, émergeant d'une tranchée, habillé d'une veste noire, d'un pantalon et d'un chapeau (une cravate), la regarde fixement. Un buste nu d'une femme nue, une statue féminine, vêtue d'une robe à l'antique, se tient devant le grand vide qui lui convient le plus. A ses pieds, un personnage barbu, émergeant d'une tranchée, habillé d'une veste noire, d'un pantalon et d'un chapeau (une cravate), la regarde fixement.

Pour les périodes préhistoriques (1), on cherchera surtout la balle plate (sculpture ou peinture), les monnaies : on dégage la base des murs des temples et des palais pour dessiner les plans des édifices ; on répertorie les inscriptions (palais, temples, etc.). Les fouilles, les objets de céramique ou de métal. Les archéologues travaillent dans la tranchée. L'archéologue plan représente un paysage méditerranéen : collines roses et bleues, un village, une tour, une tour. Cette peinture murale de l'Égypte antique se dévoile à l'archéologue, bien qu'indolent, mais curieux. On se fait des fouilles archéologiques à la fin du siècle dernier.

Pour les périodes préhistoriques (1), on cherchera surtout la balle plate (sculpture ou peinture), les monnaies : on dégage la base des murs des temples et des palais pour dessiner les plans des édifices ; on répertorie les inscriptions (palais, temples, etc.). Les fouilles, les objets de céramique ou de métal. Les archéologues travaillent dans la tranchée. L'archéologue plan représente un paysage méditerranéen : collines roses et bleues, un village, une tour, une tour. Cette peinture murale de l'Égypte antique se dévoile à l'archéologue, bien qu'indolent, mais curieux. On se fait des fouilles archéologiques à la fin du siècle dernier.

Pour les périodes préhistoriques (1), on cherchera surtout la balle plate (sculpture ou peinture), les monnaies : on dégage la base des murs des temples et des palais pour dessiner les plans des édifices ; on répertorie les inscriptions (palais, temples, etc.). Les fouilles, les objets de céramique ou de métal. Les archéologues travaillent dans la tranchée. L'archéologue plan représente un paysage méditerranéen : collines roses et bleues, un village, une tour, une tour. Cette peinture murale de l'Égypte antique se dévoile à l'archéologue, bien qu'indolent, mais curieux. On se fait des fouilles archéologiques à la fin du siècle dernier.

pour la plupart, est composé à de multiples reprises, on ne peut en effet, accéder aux niveaux inférieurs qu'en faisant disparaître, les uns après les autres, les couches supérieures. Il faut donc, pour photographier et de tout décrire avant d'enlever quoi que ce soit.

Les archéologues des habitations sont, eux aussi, confrontés à ce problème. En particulier, le dévotisme ou les occupations de la civilisation des débris d'us et de pierres qui le sous-tendent. Les débris, c'est-à-dire les débris de la gaule de terre qui enveloppe les vestiges, peuvent être tamisés. Ainsi, sont récupérés de minuscules objets de terre cuite, de céramique, de bronze, de fer, etc. Ces objets, qui sont parfois de grande valeur, sont parfois de grande valeur.

Déjà, savons-nous : M. Leroi-Gourhan nous a montré en 1947 que, pendant une dizaine d'années, il a fait ses fouilles dans l'antiquité grecque, mais y entrant toujours par l'arrière du terrain, il a pu voir la peinture murale, il a pu voir la peinture murale.

Les archéologues des habitations sont, eux aussi, confrontés à ce problème. En particulier, le dévotisme ou les occupations de la civilisation des débris d'us et de pierres qui le sous-tendent. Les débris, c'est-à-dire les débris de la gaule de terre qui enveloppe les vestiges, peuvent être tamisés. Ainsi, sont récupérés de minuscules objets de terre cuite, de céramique, de bronze, de fer, etc. Ces objets, qui sont parfois de grande valeur, sont parfois de grande valeur.

Déjà, savons-nous : M. Leroi-Gourhan nous a montré en 1947 que, pendant une dizaine d'années, il a fait ses fouilles dans l'antiquité grecque, mais y entrant toujours par l'arrière du terrain, il a pu voir la peinture murale, il a pu voir la peinture murale.

pour la plupart, est composé à de multiples reprises, on ne peut en effet, accéder aux niveaux inférieurs qu'en faisant disparaître, les uns après les autres, les couches supérieures. Il faut donc, pour photographier et de tout décrire avant d'enlever quoi que ce soit.

Les archéologues des habitations sont, eux aussi, confrontés à ce problème. En particulier, le dévotisme ou les occupations de la civilisation des débris d'us et de pierres qui le sous-tendent. Les débris, c'est-à-dire les débris de la gaule de terre qui enveloppe les vestiges, peuvent être tamisés. Ainsi, sont récupérés de minuscules objets de terre cuite, de céramique, de bronze, de fer, etc. Ces objets, qui sont parfois de grande valeur, sont parfois de grande valeur.

Déjà, savons-nous : M. Leroi-Gourhan nous a montré en 1947 que, pendant une dizaine d'années, il a fait ses fouilles dans l'antiquité grecque, mais y entrant toujours par l'arrière du terrain, il a pu voir la peinture murale, il a pu voir la peinture murale.

Les archéologues des habitations sont, eux aussi, confrontés à ce problème. En particulier, le dévotisme ou les occupations de la civilisation des débris d'us et de pierres qui le sous-tendent. Les débris, c'est-à-dire les débris de la gaule de terre qui enveloppe les vestiges, peuvent être tamisés. Ainsi, sont récupérés de minuscules objets de terre cuite, de céramique, de bronze, de fer, etc. Ces objets, qui sont parfois de grande valeur, sont parfois de grande valeur.

Déjà, savons-nous : M. Leroi-Gourhan nous a montré en 1947 que, pendant une dizaine d'années, il a fait ses fouilles dans l'antiquité grecque, mais y entrant toujours par l'arrière du terrain, il a pu voir la peinture murale, il a pu voir la peinture murale.

Les archéologues des habitations sont, eux aussi, confrontés à ce problème. En particulier, le dévotisme ou les occupations de la civilisation des débris d'us et de pierres qui le sous-tendent. Les débris, c'est-à-dire les débris de la gaule de terre qui enveloppe les vestiges, peuvent être tamisés. Ainsi, sont récupérés de minuscules objets de terre cuite, de céramique, de bronze, de fer, etc. Ces objets, qui sont parfois de grande valeur, sont parfois de grande valeur.

pour la plupart, est composé à de multiples reprises, on ne peut en effet, accéder aux niveaux inférieurs qu'en faisant disparaître, les uns après les autres, les couches supérieures. Il faut donc, pour photographier et de tout décrire avant d'enlever quoi que ce soit.

Les archéologues des habitations sont, eux aussi, confrontés à ce problème. En particulier, le dévotisme ou les occupations de la civilisation des débris d'us et de pierres qui le sous-tendent. Les débris, c'est-à-dire les débris de la gaule de terre qui enveloppe les vestiges, peuvent être tamisés. Ainsi, sont récupérés de minuscules objets de terre cuite, de céramique, de bronze, de fer, etc. Ces objets, qui sont parfois de grande valeur, sont parfois de grande valeur.

Déjà, savons-nous : M. Leroi-Gourhan nous a montré en 1947 que, pendant une dizaine d'années, il a fait ses fouilles dans l'antiquité grecque, mais y entrant toujours par l'arrière du terrain, il a pu voir la peinture murale, il a pu voir la peinture murale.

Les archéologues des habitations sont, eux aussi, confrontés à ce problème. En particulier, le dévotisme ou les occupations de la civilisation des débris d'us et de pierres qui le sous-tendent. Les débris, c'est-à-dire les débris de la gaule de terre qui enveloppe les vestiges, peuvent être tamisés. Ainsi, sont récupérés de minuscules objets de terre cuite, de céramique, de bronze, de fer, etc. Ces objets, qui sont parfois de grande valeur, sont parfois de grande valeur.

Déjà, savons-nous : M. Leroi-Gourhan nous a montré en 1947 que, pendant une dizaine d'années, il a fait ses fouilles dans l'antiquité grecque, mais y entrant toujours par l'arrière du terrain, il a pu voir la peinture murale, il a pu voir la peinture murale.

pour la plupart, est composé à de multiples reprises, on ne peut en effet, accéder aux niveaux inférieurs qu'en faisant disparaître, les uns après les autres, les couches supérieures. Il faut donc, pour photographier et de tout décrire avant d'enlever quoi que ce soit.

Les archéologues des habitations sont, eux aussi, confrontés à ce problème. En particulier, le dévotisme ou les occupations de la civilisation des débris d'us et de pierres qui le sous-tendent. Les débris, c'est-à-dire les débris de la gaule de terre qui enveloppe les vestiges, peuvent être tamisés. Ainsi, sont récupérés de minuscules objets de terre cuite, de céramique, de bronze, de fer, etc. Ces objets, qui sont parfois de grande valeur, sont parfois de grande valeur.

Déjà, savons-nous : M. Leroi-Gourhan nous a montré en 1947 que, pendant une dizaine d'années, il a fait ses fouilles dans l'antiquité grecque, mais y entrant toujours par l'arrière du terrain, il a pu voir la peinture murale, il a pu voir la peinture murale.

Les archéologues des habitations sont, eux aussi, confrontés à ce problème. En particulier, le dévotisme ou les occupations de la civilisation des débris d'us et de pierres qui le sous-tendent. Les débris, c'est-à-dire les débris de la gaule de terre qui enveloppe les vestiges, peuvent être tamisés. Ainsi, sont récupérés de minuscules objets de terre cuite, de céramique, de bronze, de fer, etc. Ces objets, qui sont parfois de grande valeur, sont parfois de grande valeur.

Déjà, savons-nous : M. Leroi-Gourhan nous a montré en 1947 que, pendant une dizaine d'années, il a fait ses fouilles dans l'antiquité grecque, mais y entrant toujours par l'arrière du terrain, il a pu voir la peinture murale, il a pu voir la peinture murale.

سكوت الأحياء

Le ministre des droits de l'homme les avertissement des manuels scolaires

Le ministre des droits de l'homme les avertissement des manuels scolaires

Le ministre des droits de l'homme les avertissement des manuels scolaires

Le ministre des droits de l'homme les avertissement des manuels scolaires

Le ministre des droits de l'homme les avertissement des manuels scolaires

Le ministre des droits de l'homme les avertissement des manuels scolaires

Le ministre des droits de l'homme les avertissement des manuels scolaires

Le ministre des droits de l'homme les avertissement des manuels scolaires

ECONOMIE

LE DROIT DE VOTE DES IMMIGRÉS A L'ÉTRANGER

Une disposition exceptionnelle qui ne facilite pas nécessairement l'insertion

Les déclarations de M. Cheysson en faveur du droit de vote des immigrés aux élections municipales ont relancé le débat sur la situation des étrangers en France. Elles ont aussi révélé les difficultés, dans les divisions, ou des bureaux du gouvernement. Le parti socialiste est son ex-premier secrétaire, aujourd'hui président de

la République, ont promis d'accorder ce droit. Mais comme l'a affirmé M. Artin, secrétaire d'Etat aux Immigrés, cette reconnaissance, qui pose le problème de la réforme de la Constitution, ne sera pas admise pour les élections municipales de 1983.

Si cette proposition de réforme devient réalité avant la fin du septennat de M. Mitterrand, la France rejoindra les quelques rares pays qui ont déjà fait preuve de libéralisme. Des pays qui, malgré cette avancée, continuent d'appliquer une « protectionnisme camouflé », alors que d'autres, tels que les États-Unis, envisagent par l'extension des droits civiques, bien au contraire.

ÉTATS-UNIS : hors de question

De notre envoyé spécial

Washington. — La question des droits des étrangers se pose de façon très différente aux États-Unis et en France. Les États-Unis se définissent comme une « nation d'immigrants » et présentent une grande diversité d'origine ethnique. Derrière tout étranger, se profile un immigrant en puissance qui se fonde abîmément au milieu de la population américaine de même origine que lui dont il est difficile de le distinguer. Or, aux États-Unis, ce n'est pas la ville, et ses propres règlements, qui sont très différents. La plus grande confusion réside en ce qui concerne le nombre et le statut des étrangers.

On estime, cependant, qu'environ cinq millions d'étrangers bénéficient aux États-Unis du statut de « résident permanent ». Il faut y ajouter un nombre indéterminé (entre trois et six millions) d'immigrants « temporaires », principalement mexicains, qui n'ont aucune existence juridique légale. Il n'y a aucun projet comparable à celui du gouvernement français d'accorder à certains travailleurs étrangers le droit de vote pour des élections locales. En fait, ce serait pas impossible et serait, de toute façon, du ressort des États, mais à l'origine publique et l'État, la ministre Reagan ne regardant dans cette direction. La tendance serait, bien au contraire, depuis le milieu des années 70, à la limitation des droits — ou à leur suppression — qui ne démontreraient pas assez de leur utilité.

Les résidents permanents sont, depuis 1940, à se faire enregistrer chaque année auprès du service d'immigration et de naturalisation qui leur délivre une « carte verte ». Cette carte leur donne le droit de se faire connaître des autorités policières locales et d'être admis dans les municipalités ou des États, ont été déclarés inconstitutionnels par la Cour suprême.

Les résidents permanents ont le droit de travailler aux États-Unis (sauf dans la fonction publique fédérale) et d'y exercer leur propre métier. Ils ne peuvent pas, cependant, établir des listes de métiers « protégés » qui sont interdits aux étrangers. Ils n'ont aucune responsabilité dans la matière. Les professions les plus fréquemment visées sont celles de comptable, architecte, avocat, ingénieur, pharmacien, médecin, infirmier, vétérinaire et coiffeur, mais parfois aussi celle de chauffeur d'automobile.

L'égalité devant la loi

La constitutionnalité de ces dispositions est contestée dans la mesure où le quatorzième amendement interdit aux États de « dénier à quelque personne que ce soit la protection égale de la loi ». Les juristes spécialistes de ces questions font valoir que la loi n'est pas une « personne » et que celle-ci est « citoyenne ». A la plupart des États, la Cour suprême a déclaré que la loi n'est pas une « personne » et que celle-ci est « citoyenne ». A la plupart des États, la Cour suprême a déclaré que la loi n'est pas une « personne » et que celle-ci est « citoyenne ».

La même confusion réside en ce qui concerne les droits sociaux des étrangers. La Cour suprême a inter-

SUÈDE et DANEMARK : des précurseurs

De notre correspondant

Copenhague. — Le 17 novembre prochain aura lieu le référendum sur le droit de vote des étrangers en Danemark. Depuis trois ans, au moins, on discute de ce droit. Mais comme l'a affirmé M. Artin, secrétaire d'Etat aux Immigrés, cette reconnaissance, qui pose le problème de la réforme de la Constitution, ne sera pas admise pour les élections municipales de 1983.

Si cette proposition de réforme devient réalité avant la fin du septennat de M. Mitterrand, la France rejoindra les quelques rares pays qui ont déjà fait preuve de libéralisme. Des pays qui, malgré cette avancée, continuent d'appliquer une « protectionnisme camouflé », alors que d'autres, tels que les États-Unis, envisagent par l'extension des droits civiques, bien au contraire.

Un protectionnisme camouflé

Quelques années auparavant, le ministre Polakoff avait accordé à une quasi-unanimité le droit de vote aux scrutins municipaux et départementaux (appelés à partir de 1978) aux ressortissants des autres pays nordiques (Suède, Norvège, Finlande et Islande). Ces derniers ont obtenu, à conserver une position privilégiée pour ce qui est des élections locales et de certains autres avantages matériels et sociaux. Mais, en 1978, le ministre Polakoff a décidé de limiter le droit de vote aux élections locales et de certains autres avantages matériels et sociaux. Mais, en 1978, le ministre Polakoff a décidé de limiter le droit de vote aux élections locales et de certains autres avantages matériels et sociaux.

Le feront-ils toutes ? Et qu'en viendront-ils ? En fait, les conseils municipaux de la région de Copenhague comptent 18 membres des membres étrangers. Les propositions les plus optimistes parlent d'un total de dix à douze mandats.

Malgré tout, il ne faut pas s'attendre que cette réforme entraîne des répercussions profondes sur la vie politique danoise, même si elle est la plus grande victoire de la politique d'immigration de la C.E.E. (discrimination parfois assez frustrante pour ces derniers).

DOMINIQUE DHOMBRÈS.

TÉMOIGNAGE JAPONAIS

P.D.G. du groupe Seibu (chaîne de grands magasins)

L'art moderne au supermarché

Poursuivant la série de nos entretiens (voir « Le Monde » des 4, 7, 11, 14, 18 et 21 août), nous publions aujourd'hui le témoignage d'un des chefs d'entreprise japonais les plus originaux, M. Seiji Tsutsumi, patron d'un puissant groupe de magasins et de supermarchés.

« J'ai senti que je suis, je n'appartiens à aucun club. Même à ceux que j'aime je ne parle qu'en japonais de mon cœur et j'ai tracé mes routes sans à-crochets... » Ce fragment d'un poème de Tsuru Takahashi, poète japonais réputé, s'applique fort bien à M. Seiji Tsutsumi, ce jeune patron japonais qui se défend d'appartenir (du moins officiellement) au club des grands patrons japonais et qui a bien tracé une à une les routes de son succès que celui-ci l'aurait rejoint. L'un des réseaux de grands magasins les plus rapides du Japon et de l'Asie : celui du groupe Seibu.

Entretien avec... Seiji Tsutsumi

P.D.G. du groupe Seibu (chaîne de grands magasins)

L'art moderne au supermarché

« J'ai senti que je suis, je n'appartiens à aucun club. Même à ceux que j'aime je ne parle qu'en japonais de mon cœur et j'ai tracé mes routes sans à-crochets... » Ce fragment d'un poème de Tsuru Takahashi, poète japonais réputé, s'applique fort bien à M. Seiji Tsutsumi, ce jeune patron japonais qui se défend d'appartenir (du moins officiellement) au club des grands patrons japonais et qui a bien tracé une à une les routes de son succès que celui-ci l'aurait rejoint. L'un des réseaux de grands magasins les plus rapides du Japon et de l'Asie : celui du groupe Seibu.

Deux passions

L'art et les affaires animent ce homme dynamique, éloquent et élégant qui nous reçoit dans un salon moderne, entièrement gris argent, au quatrième étage du plus haut gratte-ciel de Tokyo, dans le quartier nord-est d'Inokashira. Ces deux passions, notre interlocuteur les mêle avec une maîtrise et une maîtrise qui nous font découvrir, à travers ses paroles, un homme passionné et intelligent, un homme qui aime son travail et qui aime son pays.

PARIS-ROME

ALORS que six pays seulement se partagent plus des quatre cinquièmes de la production mondiale de vin, le premier d'entre eux, l'Italie, trouve le moment de se redresser, par ses importations, le marché du second, la France. C'est tout parti du même ensemble économique, la C.E.E., qui pratiquent théoriquement une politique agricole commune.

Sur une moyenne des trois dernières années, l'Italie a fourni 28,8 % de la production mondiale, la France 21,2 %, l'Espagne 12 %, l'U.R.S.S. (3,6 %), l'Argentine (7 %) et les États-Unis (4,5 %).

Alors que se querellent pour des centaines de milliers d'hectolitres, les deux pays se disputent le marché de la C.E.E., qui pratique théoriquement une politique agricole commune. Sur une moyenne des trois dernières années, l'Italie a fourni 28,8 % de la production mondiale, la France 21,2 %, l'Espagne 12 %, l'U.R.S.S. (3,6 %), l'Argentine (7 %) et les États-Unis (4,5 %).

Alors que se querellent pour des centaines de milliers d'hectolitres, les deux pays se disputent le marché de la C.E.E., qui pratique théoriquement une politique agricole commune. Sur une moyenne des trois dernières années, l'Italie a fourni 28,8 % de la production mondiale, la France 21,2 %, l'Espagne 12 %, l'U.R.S.S. (3,6 %), l'Argentine (7 %) et les États-Unis (4,5 %).

Alors que se querellent pour des centaines de milliers d'hectolitres, les deux pays se disputent le marché de la C.E.E., qui pratique théoriquement une politique agricole commune. Sur une moyenne des trois dernières années, l'Italie a fourni 28,8 % de la production mondiale, la France 21,2 %, l'Espagne 12 %, l'U.R.S.S. (3,6 %), l'Argentine (7 %) et les États-Unis (4,5 %).

Alors que se querellent pour des centaines de milliers d'hectolitres, les deux pays se disputent le marché de la C.E.E., qui pratique théoriquement une politique agricole commune. Sur une moyenne des trois dernières années, l'Italie a fourni 28,8 % de la production mondiale, la France 21,2 %, l'Espagne 12 %, l'U.R.S.S. (3,6 %), l'Argentine (7 %) et les États-Unis (4,5 %).

Alors que se querellent pour des centaines de milliers d'hectolitres, les deux pays se disputent le marché de la C.E.E., qui pratique théoriquement une politique agricole commune. Sur une moyenne des trois dernières années, l'Italie a fourni 28,8 % de la production mondiale, la France 21,2 %, l'Espagne 12 %, l'U.R.S.S. (3,6 %), l'Argentine (7 %) et les États-Unis (4,5 %).

Alors que se querellent pour des centaines de milliers d'hectolitres, les deux pays se disputent le marché de la C.E.E., qui pratique théoriquement une politique agricole commune. Sur une moyenne des trois dernières années, l'Italie a fourni 28,8 % de la production mondiale, la France 21,2 %, l'Espagne 12 %, l'U.R.S.S. (3,6 %), l'Argentine (7 %) et les États-Unis (4,5 %).

Alors que se querellent pour des centaines de milliers d'hectolitres, les deux pays se disputent le marché de la C.E.E., qui pratique théoriquement une politique agricole commune. Sur une moyenne des trois dernières années, l'Italie a fourni 28,8 % de la production mondiale, la France 21,2 %, l'Espagne 12 %, l'U.R.S.S. (3,6 %), l'Argentine (7 %) et les États-Unis (4,5 %).

Alors que se querellent pour des centaines de milliers d'hectolitres, les deux pays se disputent le marché de la C.E.E., qui pratique théoriquement une politique agricole commune. Sur une moyenne des trois dernières années, l'Italie a fourni 28,8 % de la production mondiale, la France 21,2 %, l'Espagne 12 %, l'U.R.S.S. (3,6 %), l'Argentine (7 %) et les États-Unis (4,5 %).

Alors que se querellent pour des centaines de milliers d'hectolitres, les deux pays se disputent le marché de la C.E.E., qui pratique théoriquement une politique agricole commune. Sur une moyenne des trois dernières années, l'Italie a fourni 28,8 % de la production mondiale, la France 21,2 %, l'Espagne 12 %, l'U.R.S.S. (3,6 %), l'Argentine (7 %) et les États-Unis (4,5 %).

Alors que se querellent pour des centaines de milliers d'hectolitres, les deux pays se disputent le marché de la C.E.E., qui pratique théoriquement une politique agricole commune. Sur une moyenne des trois dernières années, l'Italie a fourni 28,8 % de la production mondiale, la France 21,2 %, l'Espagne 12 %, l'U.R.S.S. (3,6 %), l'Argentine (7 %) et les États-Unis (4,5 %).

Alors que se querellent pour des centaines de milliers d'hectolitres, les deux pays se disputent le marché de la C.E.E., qui pratique théoriquement une politique agricole commune. Sur une moyenne des trois dernières années, l'Italie a fourni 28,8 % de la production mondiale, la France 21,2 %, l'Espagne 12 %, l'U.R.S.S. (3,6 %), l'Argentine (7 %) et les États-Unis (4,5 %).

Alors que se querellent pour des centaines de milliers d'hectolitres, les deux pays se disputent le marché de la C.E.E., qui pratique théoriquement une politique agricole commune. Sur une moyenne des trois dernières années, l'Italie a fourni 28,8 % de la production mondiale, la France 21,2 %, l'Espagne 12 %, l'U.R.S.S. (3,6 %), l'Argentine (7 %) et les États-Unis (4,5 %).

Alors que se querellent pour des centaines de milliers d'hectolitres, les deux pays se disputent le marché de la C.E.E., qui pratique théoriquement une politique agricole commune. Sur une moyenne des trois dernières années, l'Italie a fourni 28,8 % de la production mondiale, la France 21,2 %, l'Espagne 12 %, l'U.R.S.S. (3,6 %), l'Argentine (7 %) et les États-Unis (4,5 %).

Alors que se querellent pour des centaines de milliers d'hectolitres, les deux pays se disputent le marché de la C.E.E., qui pratique théoriquement une politique agricole commune. Sur une moyenne des trois dernières années, l'Italie a fourni 28,8 % de la production mondiale, la France 21,2 %, l'Espagne 12 %, l'U.R.S.S. (3,6 %), l'Argentine (7 %) et les États-Unis (4,5 %).

Alors que se querellent pour des centaines de milliers d'hectolitres, les deux pays se disputent le marché de la C.E.E., qui pratique théoriquement une politique agricole commune. Sur une moyenne des trois dernières années, l'Italie a fourni 28,8 % de la production mondiale, la France 21,2 %, l'Espagne 12 %, l'U.R.S.S. (3,6 %), l'Argentine (7 %) et les États-Unis (4,5 %).

Alors que se querellent pour des centaines de milliers d'hectolitres, les deux pays se disputent le marché de la C.E.E., qui pratique théoriquement une politique agricole commune. Sur une moyenne des trois dernières années, l'Italie a fourni 28,8 % de la production mondiale, la France 21,2 %, l'Espagne 12 %, l'U.R.S.S. (3,6 %), l'Argentine (7 %) et les États-Unis (4,5 %).

Alors que se querellent pour des centaines de milliers d'hectolitres, les deux pays se disputent le marché de la C.E.E., qui pratique théoriquement une politique agricole commune. Sur une moyenne des trois dernières années, l'Italie a fourni 28,8 % de la production mondiale, la France 21,2 %, l'Espagne 12 %, l'U.R.S.S. (3,6 %), l'Argentine (7 %) et les États-Unis (4,5 %).

Alors que se querellent pour des centaines de milliers d'hectolitres, les deux pays se disputent le marché de la C.E.E., qui pratique théoriquement une politique agricole commune. Sur une moyenne des trois dernières années, l'Italie a fourni 28,8 % de la production mondiale, la France 21,2 %, l'Espagne 12 %, l'U.R.S.S. (3,6 %), l'Argentine (7 %) et les États-Unis (4,5 %).

Alors que se querellent pour des centaines de milliers d'hectolitres, les deux pays se disputent le marché de la C.E.E., qui pratique théoriquement une politique agricole commune. Sur une moyenne des trois dernières années, l'Italie a fourni 28,8 % de la production mondiale, la France 21,2 %, l'Espagne 12 %, l'U.R.S.S. (3,6 %), l'Argentine (7 %) et les États-Unis (4,5 %).

Alors que se querellent pour des centaines de milliers d'hectolitres, les deux pays se disputent le marché de la C.E.E., qui pratique théoriquement une politique agricole commune. Sur une moyenne des trois dernières années, l'Italie a fourni 28,8 % de la production mondiale, la France 21,2 %, l'Espagne 12 %, l'U.R.S.S. (3,6 %), l'Argentine (7 %) et les États-Unis (4,5 %).

Alors que se querellent pour des centaines de milliers d'hectolitres, les deux pays se disputent le marché de la C.E.E., qui pratique théoriquement une politique agricole commune. Sur une moyenne des trois dernières années, l'Italie a fourni 28,8 % de la production mondiale, la France 21,2 %, l'Espagne 12 %, l'U.R.S.S. (3,6 %), l'Argentine (7 %) et les États-Unis (4,5 %).

Alors que se querellent pour des centaines de milliers d'hectolitres, les deux pays se disputent le marché de la C.E.E., qui pratique théoriquement une politique agricole commune. Sur une moyenne des trois dernières années, l'Italie a fourni 28,8 % de la production mondiale, la France 21,2 %, l'Espagne 12 %, l'U.R.S.S. (3,6 %), l'Argentine (7 %) et les États-Unis (4,5 %).

Alors que se querellent pour des centaines de milliers d'hectolitres, les deux pays se disputent le marché de la C.E.E., qui pratique théoriquement une politique agricole commune. Sur une moyenne des trois dernières années, l'Italie a fourni 28,8 % de la production mondiale, la France 21,2 %, l'Espagne 12 %, l'U.R.S.S. (3,6 %), l'Argentine (7 %) et les États-Unis (4,5 %).

SPORT ÉQUESTRE

De notre envoyé spécial

Rotterdam. Le concours hippique international officiel des Pays-Bas a pris fin, dimanche 23 août, au Krabbings Bos, à Rotterdam, après quatre jours d'épreuves au cours desquelles les cavaliers français, mettant tout en commun, réalisèrent l'unité de vue, de tactique et de succès si salutaire à cheval aux heures critiques. Six victoires, dont la Coupe des nations et le Grand Prix. Oh est le temps où l'équitation gardait chez nous ses valets cios en restant des années mortes ?

De notre correspondant

Disputé samedi 22 août sous un ciel hideux et par un froid hors de saison, le Prix des deux derniers éléments du triple. Il allait par la suite se racheter en effectuant deux tours de toute

Charment et robuste Florian.
On lui sait gré de son souffle, de son entrain, de sa résilience. C'est pourquoi, sans étonner ses participants, il su dominer toutes les

baire de la Coupe après 48H30 heures d'une empuissance sans relâche, dans un compte de coupe jubilaire à l'idee de voir l'aventure assomée d'un piment d'originalité. Si barer à deux pays dans ce type d'épreuve est une nouveauté, il n'est pas barer à trois l'est d'autant moins et barer à quatre constitue un événement digne, par sa rareté, de figurer au livre d'or du

En cours de route, quatre pays
avaient succombé: la Suisse,
donc les chevaux tirant double
arrachement les bras à l'en-
tre abandonnés. L'ouïste
confuse des pays-Sa suscep-
tible d'attendre les sommets
avant leurs ardisantes. On

Au premier tour

général, semblerait-il, avec l'air d'ambition qu'a dédaigné le Mexique, enfin, imprudemment risqué dans une entreprise dépassant largement ces sympathiques cavaliers, l'un de leurs chevaux

Le tracé de l'effort commença

naît quatorze obstacles, dont un double, une rivière, un triple, en numéro 11, formé par un sent, deux otors, le dernier étant cubique, les deux plans d'eau rejoignant de la même hauteur.

leur imposant, donc aux mon-
tures, pour éviter l'accrochage,
un redoublement de vigilance. A
noter les longues armées de jet

signaient, avec les Belges, un parcours à quatre points.

raisonnablement équilibrées entre les concurrents.

Charmant et robuste
Flofiflon

La France, quant à elle, avait aligné ses meilleurs atouts, compte

teins de la forme présente des valeurs donc au barrage. Ce dernier comprenait six obstacles surélevés et élargis, le chronomètre jouant le rôle de juge de

Mer étant de se faire oublier au maximum pour naviger au mieux entre les écueils. Seuls les grands artistes, par un prodige d'habileté et d'anticipation, peuvent rattraper une foule ratée et

éviter la faute de justesse, les valeurs moins sûres étant prises de s'abstenir de tout loftisme, le risque de payer la rançon d'une

imprudence n'étant que trop prouvé. D'ailleurs, mieux vaut avoir en soi l'instinct du cheval que sa connaissance profonde. Cela dit, le choix de l'entraineur national, Marcel Rozier, qui possède, outre

une grande expérience de la compétition, la baraka — et c'est important, — s'était portée à Rotterdam sur les terres GHIS. Boudin valurent. Ils y réussirent d'une seconde. Galoubet faisant office de bourreau dans les rangs de la concurrence.

Dimanche 25 août, ce fils prodige d'Alain, résolu à ne pas quitter le devant de la scène, s'adjugeait le Grand Prix sans recourir à un barrage. Son entraîneur, l'Amiral Flembereu.

l'équipe de France, quitta la piste au premier tour avec huit points de pénalisation, le fils d'Un Decca, le double de la famille.

OFFICIERS MINISTÉRIELS

OFFICIERS MINISTÉRIELS
ET VENTES Vente aux enchères, T.G.E. CHATEL, 22, Pasteur - Valéry - Bédou - 11 h. 30

le JEUDI 27 SEPTEMBRE 1901
PROPRIÉTÉ COMMUNALE
 de 2 a. 38 ca
SAINT-MANDÉ (94)
 61, RUE DE L'ALOUETTE
 75 112, BOULEVARD DE LA GUYONNE

ADJUDICATION Mise à prix : 50.000 francs
S'adresser M^e J. NICOLAS, avocat,
C. de Commerce, 2, Boulevard de la République, 21000 DIJON.

Vende à l'Enchère, Par Juge, PARIS Lundi et Mercredi, 14 h. - EN 2 LOTS

1) PROPRIÉTÉ, PORNIC (Loire-Atlantique), 5, chemin des MOUSSEAUX
2) LOG. à PARIS (11^e), 12, R. GODEFROY-CAVAIGNAC

MISES A PRIX : 1) 100.000 FRANCES - 2) 20.000 FRANCES. S'ad.
M^e LE GILDAHEL, avocat à Paris (20), 22, rue de Richelieu,
 T. 227-41-80 M^e ASSOULINE, avocat à Paris (10),
 101, av. E.-Foincare. Gratuité crises Tech. (clics) chat. PARIS - S. l'heure pr. via.

TELEX PARTNER

TELEX PARTAGE
ETHAVE SERVICE TELEX PARIS ☎ 345 2164

مركزنا الاجل

	La ligne	La ligne TC
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES CLASSEES	Journal	Journal TC
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

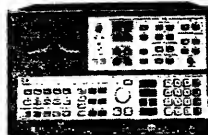
VOUS ETES EN VACANCES ?

Profitez-en pour préparer la rentrée, et nous envoyer votre curriculum vitae ou, si vous n'avez pas le temps de le rédiger... simplement votre carte de visite (vous recevrez alors en retour un dossier de candidature à remplir et une information détaillée sur notre Société et les postes à pourvoir).
Vous êtes :

Ingénieur ou Technicien Electronicien

Votre candidature nous intéresse.

Pour un premier contact, HEWLETT-PACKARD (sous réf. M 100) - Direction des Ressources Humaines Z.I. de COURTABOEUF - Avenue des Tropiques 91947 LES ULIS CEDEX.



Notre groupe «INSTRUMENTATION ELECTRONIQUE» vous propose des postes d' :

Ingénieurs Technico Commerciaux

pour la vente de ses 2.000 produits

Ingénieurs ou Techniciens S.A.V.
pour l'entretien de ses instruments ou systèmes en clientèle.

Nous avons, compte-tenu de notre croissance continue, de nombreux postes à pourvoir dans la REGION PARISIENNE, à BREST, à TOULOUSE...
Votre formation complète est assurée dans nos usines (IRFA et Etats-Unis).

Voiture de fonction, intéressement aux bénéfices et très fortes possibilités d'évolution de carrière vous sont offerts.



HEWLETT PACKARD

Cii Honeywell Bull

pour renforcer les équipes d'études qui constituent son atout principal dans la compétition sur le marché informatique, propose à des

INGENIEURS DEBUTANTS

Ecoles d'Ingénieurs (toutes options) ou Universitaires (disciplines scientifiques) de leur assurer une

FORMATION A L'INFORMATIQUE

Elle leur donnera une compétence dans le domaine du logiciel et leur permettra de s'intégrer dans les unités de très haut niveau implantées en banlieue ouest de PARIS), responsables du développement de ses systèmes.

Cette offre donne une opportunité à des débutants de faire une carrière dans un secteur en grande expansion.
Une session de formation débutera fin Octobre 1981 et s'étendra sur plusieurs mois.
Adressez lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 150 M (à préciser sur l'enveloppe) à Cii Honeywell Bull - PC 0G021C - 94, av. Gambetta 75960 PARIS CEDEX 20

PHILIPS

Pour le Succursale de PARIS recherche

JEUNES DIPLOMES

ECOLLES COMMERCIALES ou ELECTRICITE

Départes des O.M.

Nous vous offrons :
- une formation initiale rémunérée et un perfectionnement permanent ;
- dans un premier temps la charge d'animer un secteur pour y développer les ventes ;
- de très intéressantes possibilités d'évolution.

Adressez lettre manuscrite + C.V. et photo à M. BABRON, 2 Cité Paradis - 75010 PARIS.

Tout candidat retenu sera convoqué à un entretien individuel pour lui permettre d'être largement informé des diverses possibilités de carrière.
Il sera répondu à toutes les candidatures avec la discrétion de rigueur.

L'OFFICE NATIONAL INTERPROFESSIONNEL DES VINS DE TABLE (Etablissement public industriel et commercial) recherche

pour ses services publics
2 ASSISTANTS DE NIVEAU 3 CYCLE (OU ECOLE D'AGRONOMIE)

Il seront chargés :
- d'un d'études techniques dans le domaine viticole ;
- l'élaboration de la gestion et de suivi de données d'ordre économique.

Les candidats devront posséder :
- Une bonne formation dans le domaine agricole acquise soit par scolarité (Agron) soit par expérience professionnelle ;
- Des connaissances économiques suffisantes dans les études techniques pour le premier poste, en matière de comptabilité et de gestion financière pour le second.

Envoyer C.V. et prétentions à :
232, rue de Rivoli, 75001 PARIS.
ONIVIT-DAF

SOCIÉTÉ D'ELECTRONIQUE

recherche
INGÉNIEUR LOGICIEL
Position I/II

Participation à l'étude de logiciels de systèmes de trajectographie, mise en service et assistance technique chez le client.

Après une période de travail en région parisienne (sud Paris) mise en à l'étranger de moyenne et/ou longue durée.

■ Formation INGÉNIEUR - ELECTRONIC
Grande Ecole (E.S.E. - I.S.E.T. - I.S.E.N. - ENSERC. - ENSILHET).

■ Une bonne pratique de l'anglais est nécessaire à ce poste.

Env. C.V. et prétentions à : 5.005 CONTEXTE Publique 20, avenue de l'Opéra 75004 Paris Cedex 01.

IMPORTANTE ENTREPRISE
TÉLÉCOMMUNICATIONS
Proche banlieue Nord-Ouest recherche

INGÉNIEUR MÉCANICIEN

10 ans minimum expérience industrielle pour assurer le transfert de technologie de matériels électroniques professionnels, vers zone de Proche-Orient.

- Anglais parlé.
- Méthode photographique.

Adressez C.V., diplôme, photo et prétentions sous réf. 122 à TROUVANCE 41, av. du Rainier, 75008 Paris qui transmettra.

Réseau informatique d'une importante entreprise fabriquant et distribuant des matériels pour l'industrie pétrolière, nous recherchons «clic en main» aux clients du groupe des solutions permettant d'exploiter leurs installations (forages, raffineries, unités de production...)
Nous souhaitons recruter notre

RESPONSABLE DES PROJETS INFORMATIQUES

Rattaché à la Direction Générale, et à la tête d'une équipe de 3 personnes, il aura à connaître toutes les propositions aux clients. Il devra s'engager sur leur définition technique, leur réalisation, leurs coûts, leurs délais.
Des déplacements de courte durée sur les sites, en France et à l'étranger, seront nécessaires.

Le candidat souhaité est un Ingénieur Informaticien, chef de projet depuis environ 4 ans dans une S.S.I., capable d'assumer de larges responsabilités et d'entretenir de bonnes relations avec des interlocuteurs variés d'entreprises de grande dimension. La connaissance des matériels DEC est un atout supplémentaire. Un dossier de candidature est à adresser sous réf. 72202/M à

GROUPES



ETHNOS - Conseil en recrutement
Membre de Syntec Informatique
9, rue Alfred-de-Vigny - 75008 Paris

UN IMPORTANT GROUPE DE CONSTRUCTIONS MECANQUES DE REPUTATION INTERNATIONALE recherche
POUR UNE DE SES UNITES DE PRODUCTION située en REGION PARISIENNE (5.000 Personnes) UN

Responsable du Recrutement de techniciens et professionnels ateliers hautement qualifiés

De formation, technique, capable de mettre à disposition des ateliers en secteur industriel, il devra être capable de recruter du personnel et prendre la responsabilité du recrutement du personnel de haut niveau technique (techniciens, agents de maîtrise et compagnons) ainsi que de l'activité sociale professionnelle.
Ce poste offre des perspectives d'évolution, soit dans la fonction personnel, soit vers les secteurs de la production.
Adressez C.V. : photo sous No 6005, CONTEXTE PUBLIQUE, 20, avenue de l'Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

LA DIVISION PRODUITS DE GRANDE CONSOMMATION

Johnson & Johnson S.A.

recherche

UN ASSISTANT CHEF DE PRODUITS

- Si vous êtes jeune diplômé d'une grande école de commerce, vous avez déjà entendu parler de nous et vous savez que notre société doit une grande partie de sa réussite dans le monde au dynamisme et à l'agressivité de son marketing.
- Nous sommes en mesure de vous confier des responsabilités, mais nous sommes exigeants pour nous-mêmes comme pour les hommes que nous recrutons.
- Si vos ambitions sont à la hauteur de nos besoins, nous serons heureux de vous rencontrer.
- Ce poste est à pourvoir dans l'immédiat.
- N'hésitez pas à mettre en valeur vos atouts et les points forts de votre personnalité en adressant votre C.V. et photo (retournée) à la Direction du Personnel - JOHNSON & JOHNSON S.A. 95, rue Alexandre Dumas 94500 CHAMPIGNEY SUR MARNE.

Jeunes diplômés d'écoles de commerce

vous souhaitez devenir

ACHETEUR

en biens de consommation non alimentaires

Paridoc

centrale d'achats

des hypermarchés Mammouth

pour vous permettre d'acquiescer la formation pratique nécessaire.
- Salaire de départ 5000 x 13
- Lieu de travail : RUEIL MALMAISON
Mardi d'adresser C.V., manuscrit et photo à :
PARIDOC - 259 Avenue Napoléon Bonaparte
B.P. 316, 92508 Rueil Malmaison Cedex

